

Kenny, Anthony. *The Logic of Deterrence*. Chicago, University of Chicago Press, 1985, 113 p.

Serge Bernier

Volume 18, numéro 1, 1987

Pêches maritimes : nouveau contexte international et politiques contrastées

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702142ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702142ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernier, S. (1987). Compte rendu de [Kenny, Anthony. *The Logic of Deterrence*. Chicago, University of Chicago Press, 1985, 113 p.] *Études internationales*, 18(1), 233–235. <https://doi.org/10.7202/702142ar>

Dans une seconde partie, le volume apporte un éclairage relatif sur la collecte du renseignement. Une énumération brève mais exhaustive des moyens souligne l'importance acquise par la détection électronique et d'écoute. Elles n'ont cependant pas supplanté les pratiques traditionnelles dans lesquelles un personnel était et reste employé, voire exposé. Les révélations des années 70 ont discrédité le recours à quelques méthodes, mais, depuis quelques années le nombre des agents a, de nouveau, augmenté jusqu'à devenir plus élevé que celui de tous les services techniques de renseignement combinés (p. 65). Avec beaucoup de candeur, l'auteur d'une communication déclare que tous les attachés militaires auprès des ambassades américaines exercent des fonctions de renseignement. Leurs effectifs ont augmenté de manière continue, mais seul le chiffre pour l'année 1959 est cité, soit 476 personnes disséminées dans 68 ambassades ou consulats.

La troisième partie de l'ouvrage, qui est aussi la plus substantielle, tente de cerner et d'évaluer les problèmes liés à l'analyse des données et informations recueillies. Après la nécessaire référence au classique de Henry H. Ransom: *The Intelligence Establishment*, un auteur fait mention du fameux cycle du renseignement qui s'échelonne en quatre étapes: la collecte, l'analyse, la production d'évaluations et la transmission de ces dernières sous forme de recommandation. L'ensemble des contributions s'attachent plus particulièrement aux étapes 2 et 3. De façon un peu théorique, il est défini comment doit procéder le responsable des assignations de tâche, selon une sélection de cibles stratégiques (des territoires) où toute modification significative d'un rapport de force doit être rapportée afin que son déroulement soit observé. Comme le volume ne s'adresse d'aucune façon à des lecteurs familiers des sophistications électroniques du renseignement, il les oriente vers le champ de l'analyse politique et sociologique. Ultiment la tâche des responsables à qui arrive la masse des données, consiste à concentrer l'étude et l'analyse sur les facteurs de changement. Les exemples sont malheureusement rares, ou présentés de manière trop cursive, comme dans le cas de l'Éthiopie et de son

changement de « protecteur » durant le début des années 70, ou bien comme dans le cas de l'Iran où les services américains ont souffert de manifestes lacunes. Le but recherché, et il est ici bien caractérisé, est dans l'élaboration des recommandations, sur la base desquelles sont bâties les éventuelles prévisions. Dans le champ politique, chaque contributeur s'accorde à reconnaître la médiocre performance des analystes. Au contraire, dans le domaine plus spécifique des militaires, c'est-à-dire, celui du renseignement stratégique et tactique, d'assez remarquables standards d'efficacité ont pu être atteints. Le déclenchement de la guerre de Corée était survenu en pleine surprise. Au contraire le survol de Cuba apporta une information appréciable qui permit, à la fois, de démanteler un potentiel de risque militaire et d'infliger à la grande puissance adverse un échec diplomatique très profitable aux États-Unis.

Le recueil de communications présenté par G. W. Hopple présente plus qu'un survol du système de renseignement militaire américain. Il contient une appréciable évaluation de son fonctionnement. S'attachant à la « communauté du renseignement » autant, voire plus qu'au renseignement lui-même, il fournit une utile source pour la connaissance d'un milieu qu'avec plus de franchise on a coutume de nommer l'espionnage.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire  
Université de Sherbrooke, Canada*

KENNY, Anthony. *The Logic of Deterrence*. Chicago, University of Chicago Press, 1985, 113 p.

Le philosophe Anthony Kenny étudie les arguments pour et contre l'usage actuel du nucléaire militaire avant de conclure que l'Ouest doit s'engager dans le désarmement par des décisions unilatérales crédibles qui devraient conduire l'URSS dans la même voie.

Voilà l'essentiel du contenu de ce bref livre, rédigé de façon précise et claire. À cet égard, on ne peut s'empêcher de comparer très

positivement ce travail à celui d'André Glucksman, *La Force du Vertige* (Grasset, 1983). Ce dernier arrive à une conclusion différente de Kenny, à savoir qu'il est préférable de mourir dans un échange nucléaire, plutôt que de tomber sous le redoutable joug soviétique. Chez Glucksman, la dissuasion est non seulement morale, mais nécessaire. Plusieurs accepteront facilement les énoncés de Glucksman mais noteront que *La Force du Vertige* est un livre long, comprenant des parties inutiles, de nombreuses répétitions et, surtout, le « m'as-tu-vu » qui caractérise plusieurs des nouveaux philosophes français.

Kenny, au contraire de Glucksman, ne tente pas d'innover au niveau des principes philosophiques. Simplement, il mesure, à l'aune de la morale, certaines des propositions bien connues appuyant la stratégie de la dissuasion nucléaire ou, au contraire, le désarmement. Il en arrive à quelques conclusions générales; notre monde est imparfait; le désarmement total et unilatéral (ou pacifisme pur et dur) est à rejeter; il y a des guerres justes. Parmi ce type de guerres, il classe celle que ferait l'OTAN en réaction à une attaque qu'elle aurait subie.

Mais, dans une telle perspective, l'utilisation du nucléaire est-elle morale, se demande Kenny? Non! Car, à part de rares cas, [missile nucléaire intercepté, destruction d'un sous-marin par une charge nucléaire, bombe d'avertissement lancée dans une zone inhabitée - p. 39] on fera, inévitablement, des millions de victimes innocentes parmi les populations civiles, ce qui est contre le droit de guerre.

La dissuasion basée sur le nucléaire est également immorale puisqu'il s'agit de menacer à l'aide d'une arme qu'il est inacceptable d'utiliser. Alors, que faire, puisque, pense l'auteur, un désarmement nucléaire unilatéral pourrait être, pour le pays désarmé, tout aussi dangereux que la guerre? Ici arrive la solution miracle qui repose sur des initiatives que prendrait l'Ouest et, en particulier, les États-Unis. Dans un premier temps, les Américains devraient claronner: qu'ils n'initieront jamais un conflit nucléaire; qu'advenant l'utilisation de cette arme, suite à une première frappe

contre eux, elle ne serait pas pointée contre des villes ou des objectifs situés près des centres urbains. Cette annonce serait rendue crédible par des modifications nécessaires qui seraient apportées à l'instruction tactique et stratégique des servants des armes nucléaires. Cette crédibilité serait renforcée par un gel du développement de nouvelles armes nucléaires et d'engins porteurs, dont les sous-marins. Alors suivrait une diminution des armes nucléaires (trop nombreuses de toute façon) en Europe et aux États-Unis. Simultanément, les armes dissuasives françaises et britanniques disparaîtraient. Ces étapes devraient amener l'URSS à retirer son armement nucléaire de son territoire européen. Cela fait, les États-Unis feraient disparaître le leur de Grande-Bretagne et y fermeraient leurs bases.

Suite au retrait des armes tactiques et intermédiaires, on retirerait les stratégiques en commençant par celles à têtes multiples. Durant toute cette période de désarmement nucléaire, l'Ouest garderait en réserve sa force de sous-marins porteurs d'ogives nucléaires. Seulement lorsque l'on serait assuré que les Soviétiques suivent le tempo, commencerait-on à se défaire, peu à peu, de cet argument ultime (pp. 70-71). L'auteur est convaincu de la moralité du maintien de cette dernière force nucléaire puisque l'on déclare clairement qu'on ne l'utilisera pas.

Aussi beau que soit ce programme, il a ses failles. On ne mentionne pas tous les pays ayant des armes nucléaires, dont la superpuissance chinoise. Non plus n'esquisse-t-on ce qu'il faudrait faire pour s'assurer qu'une moyenne puissance, ayant la capacité de produire ce type d'armes, ne le fasse alors que les grands d'aujourd'hui en seraient démunis. De plus, il y a un aspect à l'intérieur même du processus décrit, qui est difficile: dans quel état de préparation gardera-t-on les armes nucléaires qui resteront en service tout au long de la période de désarmement? En avoir trop, peut être perçu par l'autre comme une menace; pas assez, peut devenir critique pour celui qui se trouve dans cette position. L'auteur admet qu'ici le bât blesse: mais il croit que l'on trouverait une réponse à ce problème au moment opportun dans la négociation.

En somme, il faudra compter sur la bonne volonté de tous les participants, un postulat auquel arrive toute personne ayant un tant soit peu réfléchi à la problématique du désengagement nucléaire. Peut-être l'apport de Kenny est-il surtout remarquable dans ce sens qu'il propose une tentative (certainement pas la seule possible dans les circonstances) pour façonner, par des actes unilatéraux, un climat dans lequel, espère-t-il, la bonne volonté s'insérera d'elle-même de part et d'autre. Peut-on rejeter du revers de la main une telle proposition ? Il nous apparaît que non, bien que beaucoup de temps risque de passer avant que l'on décide de s'engager dans un tel programme et que celui-ci réussisse. Après tout, les positions de l'Ouest, sur les droits de la personne, sont là, unilatéralement crédibles, depuis des années.

Serge BERNIER

Ministère de la Défense Nationale  
Ottawa

## AFRIQUE

ÅRHEM, Kaj, *Pastoral Man in the Garden of Eden. The Maasai of the Ngorongoro Conservation Area, Tanzania*. Uppsala (Sweden), The Scandinavian Institute of African Studies, Coll. « Uppsala Research Reports in Cultural Anthropology », 1985, 125 p.

Kaj Århem, anthropologue de profession, nous soumet, dans ce rapport intérimaire de recherche, un plaidoyer en faveur d'une population et, plus précisément, d'un mode de subsistance menacé de disparition. Les Masaï de la réserve faunique de Ngorongoro au nord de la Tanzanie occupent un territoire de 8000 milles carrés connu surtout pour son cratère et le site anthropologique d'Olduvai. Comme d'autres populations de pasteurs semi-nomades de Tanzanie ou du Kenya, cette subdivision de l'ethnie Masaï se débat au sein de conflits multiples. L'État, les ethnies agricoles avoisinantes, les sociétés de préservation de la faune mettent en péril la poursuite d'une vie pastorale telle que la connaissent les Masaï depuis des générations.

Reprenant les études et les rapports des chercheurs qui l'ont précédé, Århem compile de nouvelles données pour mieux asseoir encore son évaluation de l'impact des activités économiques des Masaï sur l'équilibre de l'écosystème. En quelques chapitres bien serrés, l'auteur nous instruit des conditions climatiques et écologiques de la région, dresse le bilan historique et le profil culturel de l'ethnie et identifie les principaux obstacles, naturels et sociaux, auxquels se butent et s'adaptent les Masaï dans leur lutte pour la survie.

Installés dans la région depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle, ils ont vu leur territoire grignoté tour à tour par les régimes coloniaux allemand et britannique. Après l'accession à l'indépendance, en 1961, l'élite au pouvoir entreprend de fonder l'économie nationale sur un projet agraire. Du coup, les populations de pasteurs nomades – ou celles qui conjuguent une activité agricole d'appoint – se retrouvaient en marge du Plan. La transhumance, alliée ou non à une pratique secondaire de l'agriculture, s'agence mal avec une volonté étatique de sédentarisation visant un meilleur contrôle bureaucratique.

À quelques reprises depuis 20 ans, le pouvoir en place a soit délogé les Masaï de leurs territoires, soit imposé un ensemble d'interdits touchant leurs pratiques d'élevage ou leur rapport à l'environnement. Pour les amener à s'installer dans les villages permanents et à pratiquer un élevage intensif et sédentarisé, l'administration de la zone de conservation de Ngorongoro a formulé plusieurs promesses. Or la plupart sont demeurées sans lendemain. Les services de santé départis aux humains et à leurs troupeaux s'avèrent au mieux inadéquats. Malgré certains travaux d'aqueduc, vite hors d'usage, l'approvisionnement en eau demeure précaire et aléatoire. Les magasins d'État, véritable force d'attraction des villages permanents, sont le plus souvent vides. La population ne peut pas se fier à ces centres de distribution pour obtenir le maïs qui constitue le complément traditionnel de son alimentation lactée et carnée.

Au-delà de ces bouleversements et de l'incapacité de l'État à remplir ses promesses, ce sont surtout les mesures vexatoires assorties